

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Relatif aux

**Travaux complémentaires de restauration du sémaphore de
Callelongue**

Marché 25 012 PC

Table des matières

1.	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE	4
A.	OBJET DU MARCHE	4
B.	FORME DES MARCHES ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS.....	4
C.	MAÎTRISE D'OUVRAGE - MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MAÎTRISE DE CHANTIER	4
i.	Maîtrise d'ouvrage	4
ii.	Maîtrise d'œuvre	5
iii.	Contrôle technique	5
iv.	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs..	6
D.	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES :	6
E.	DUREE DU MARCHE ET DUREE DES TRAVAUX.....	7
i.	Durée du marché.....	7
ii.	Délai d'exécution des travaux.....	7
iii.	Périodes des travaux.....	7
2.	TRAVAUX CONCERNÉS PAR LE MARCHE	8
A.	DÉFINITION ET CONTENU DES TRAVAUX	8
i.	Types de travaux	8
ii.	Connaissance des lieux et de l'opération	8
iii.	Caractéristiques des matériaux et équipements	8
iv.	Travaux modificatifs éventuels	8
B.	EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	9
i.	Lieu d'exécution.....	9
ii.	Délais d'exécution - Période de préparation – programme d'exécution	9
iii.	Modalités d'exécution	11
iv.	Mesures de sûreté à prendre en compte	12
C.	CONTRAINTES DE RÉALISATION DES TRAVAUX, COMPTE PRORATA, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER, INSTALLATIONS DE CHANTIER, CLÔTURES DE CHANTIER, NETTOYAGE ET GESTION DES DÉCHETS	12
i.	Compte prorata.....	12
ii.	Contraintes de déroulement des travaux – Horaires de chantier à respecter	13
iii.	Hygiène et sécurité : généralités	13

iv.	Installations de chantier	14
v.	Nettoyage et protection des ouvrages	14
vi.	Gestion, tri sélectif, stockage, transport, évacuation dans des décharges autorisées et traitements des déchets.....	14
vii.	Mise en œuvre de sources de chaleur, permis feu, permis poussière	14
D.	<i>SOUS-TRAITANCE</i>	15
E.	<i>RECEPTION DES TRAVAUX ET LEVEE DES RESERVES</i>	15
i.	Documents à remettre	15
ii.	Garanties particulières.....	16
3.	ASPECT FINANCIER DES MARCHES	17
A.	<i>PRIX</i>	17
i.	Forme des prix.....	17
ii.	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	17
iii.	Modalités d'actualisation	18
B.	<i>MODALITES FINANCIERES</i>	19
i.	Projets de décompte mensuel et final	19
ii.	Modalités de règlement	20
iii.	Acomptes	21
iv.	Avance	21
i.	Cession –nantissement	22
ii.	Retenue de garanties	22
C.	<i>PENALITES</i>	23
i.	Pénalités de retard dans les délais d'exécution des travaux	23
ii.	Autres pénalités.....	23
4.	L'exécution aux frais et risques.....	25
5.	ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES	25
A.	<i>ASSURANCE</i>	25
B.	<i>RESILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE</i>	26
C.	<i>LITIGES</i>	26
6.	GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO	27
7.	DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX	27

1. CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

a. OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne les travaux complémentaires de restauration du sémaphore de Callelongue, Parc national des Calanques.

La restauration consiste en :

- La mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment,
- La réparation des désordres structurels et d'usure,
- La finalisation des installations, notamment électriques, permettant un accueil du public ponctuel et réglementé.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

b. FORME DES MARCHES ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Procédure adaptée allotie, en vertu des articles R 2123-1 et R 2113-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

c. MAÎTRISE D'OUVRAGE - MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MAÎTRISE DE CHANTIER

i. Maîtrise d'ouvrage

La conduite d'opération de la maîtrise d'ouvrage relève du Parc national de Port-Cros

181, allée du Castel Sainte-Claire – BP 70220

83406 Hyères cedex

Au sens de l'article 2 du CCAG / FCS, « l'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

Les coordonnées de son représentant sont communiquées au titulaire à notification du marché.

ii. Maîtrise d'œuvre

Mandataire :

TALEA Architectures

27 boulevard Charles Moretti – Le Vêrone – 13014 Marseille

Tel : 04 86 68 47 82

Courriel : developpement@talea-architectures.com

Mandataire du groupement avec **les cotraitants**

ALMA Provence

27 boulevard Charles Moretti – Le Vêrone – 13014 Marseille

Tel : 04 95 06 40 40

Courriel : developpement@alma-ingenierie.com

La mission du maître d'œuvre comprend la mission OPC

iii. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

Qualiconsult

7 - 9 Rue Jean Mermoz

13008 MARSEILLE

Tel : 06 98 93 71 85

Courriel : maksene.hocine@qualiconsult.fr

Le contrôleur technique a en charge les missions suivantes :

- **L** (solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables),

- **STI** (sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires autres qu'ERP et IGH),
- **LE** (solidité des existants),
- **VIEL** (vérification initiale des installations électriques),

iv. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Les coordonnées du SPS sont communiquées en cours de de consultation ou à notification du marché.

Plan général de coordination de sécurité et de la protection de la santé (PGCSPS) : **Oui (établi par le coordonnateur SPS).**

Plan particulier de sécurité et de protection de la Santé (PPSPS) : Oui (PPSPS à établir par toutes les entreprises).

d. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES :

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'entreprise.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces contractuelles sont dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Plans contractuels en version PDF (4),
- Plan général de coordination en matière de Sécurité et de protection de la Santé (PGCSPS),

- Rapport initial du contrôleur technique (RICT),
- Rapports d'expertises (diagnostics amiante / plomb avant travaux, ...),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) travaux applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1er avril 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché
- L'offre technique du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs,
- Les éléments de décomposition financière de l'offre.

e. DUREE DU MARCHE ET DUREE DES TRAVAUX

i. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et pour toute la durée de l'exécution des travaux, jusqu'à réception et expiration des délais de garantie de parfait achèvement des travaux.

ii. Délai d'exécution des travaux

Le début du délai global d'exécution des travaux s'effectue à compter de la notification de l'ordre de service (OS) de démarrage du maître d'œuvre.

Le délai global des travaux comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux tel que prescrit par la maîtrise d'œuvre dans le calendrier détaillé définitif.

iii. Périodes des travaux

Le planning des travaux se décompose en périodes telles que décrites dans le planning.

2. TRAVAUX CONCERNÉS PAR LE MARCHÉ

a. DÉFINITION ET CONTENU DES TRAVAUX

i. Types de travaux

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les plans associés.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions techniques du CCTP.

ii. Connaissance des lieux et de l'opération

Le titulaire est réputé :

- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux d'implantation des installations projetées et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des installations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir connaissance des contraintes des sites classés loi de 1930 et site protégé (Natura 2000 et cœur de Parc national : pour l'assainissement seulement).

iii. Caractéristiques des matériaux et équipements

Les caractéristiques des matériels et équipements concernés par les prestations du marché sont spécifiées dans le CCTP. Les caractéristiques des matériaux et équipements doivent être conformes aux CCTP et aux réglementations en vigueur.

Les vérifications, essais et épreuves sont soumis aux dispositions de l'article 24 du CCAG /travaux.

iv. Travaux modificatifs éventuels

La nature et le montant des travaux modificatifs éventuels devront obligatoirement avoir été, au préalable, validés par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). La

procédure suivante doit être impérativement respectée pour toute prestation modificative :

- 1) Le maître d'œuvre exprime la nature et le besoin des travaux modificatifs éventuels dans le PV de chantier, et le transmet au titulaire du lot concerné.
- 2) A partir du PV, le titulaire du lot concerné établit et transmet son devis descriptif détaillé (en précisant toutes les unités, toutes les quantités et tous les prix unitaires H.T. des ouvrages) au maître d'œuvre, dans les 7 jours calendaires suivant la réception du PV ;
- 3) Après analyse et vérification du devis, le maître d'œuvre transmet le devis au maître d'ouvrage pour avis de celui-ci ou renvoie le devis au titulaire du lot concerné pour modifications et/ou adaptations ;
- 4) Le devis part dans le circuit de validation du maître d'ouvrage ;
- 5) Dans le cas où le RPA valide les travaux modificatifs, le maître d'ouvrage établit un avenant dont la notification vaut ordre de service.

Nota : Aucun travaux modificatif ne sera rémunéré sans validation préalable de l'acheteur et sans ordre de service de commande des travaux proposés par le maître d'œuvre.

b. EXÉCUTION DES TRAVAUX

i. Lieu d'exécution

Sémaphore de Callelongue, Marseille.

ii. Délais d'exécution - Période de préparation – programme d'exécution

Le début du délai global d'exécution des travaux est précisé par ordre de service du maître d'ouvrage.

La période de préparation de deux mois est **incluse** dans le délai d'exécution.

Intempéries et délai d'exécution :

Sont considérés comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels de vent et de pluviométrie tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

- vent d'intensité supérieure à 70 km/h pendant 2 heures par jour
- pluie supérieure à 20 mm/h pendant 4 heures par jour

Au-delà de ces intensités, les jours ou demi-journées d'intempéries ouvriront un droit de prolongation des délais mais n'ouvriront en aucun cas un droit à indemnité lié à la neutralisation des moyens humains et matériels sur le chantier.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours correspondant au nombre de jours de chômage intempéries ayant fait l'objet d'une déclaration par l'entrepreneur à sa caisse de chômage intempéries. Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation de délai, l'entreprise devra adresser au maître d'ouvrage les bulletins météo.

Le régime du chômage intempéries permet à une entreprise du BTP (notamment pour les gros œuvre, désamiantage ou Charpente /couverture) d'arrêter momentanément son activité lorsque les conditions atmosphériques rendent l'accomplissement du travail impossible ou dangereux (gel, neige, pluie, inondation...).

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt total ou partiel des travaux ou encore en cas d'entrave, font l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée par OS.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (mail, courrier).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les

journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

La réglementation préfectorale relatives aux travaux en massif forestiers s'appliquera sur site du 1er juin au 30 septembre: elle impose des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et entraînera un arrêt des travaux et une interdiction d'accès au site en cas de journée rouge, ou des restrictions horaires en cas de journée jaune. Ces restrictions ou interdictions ouvriront droit à une prolongation de délai sans indemnisation. L'entreprise sera tenue de s'informer la veille à 17h du niveau de vigilance prévu pour le lendemain sur le site de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Les modalités précises d'application de cette réglementation sont détaillées au lien suivant :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Foret/Acces-aux-massifs/Acces-aux-massifs-forestiers-des-Bouches-du-Rhone2>

iii. Modalités d'exécution

Chaque entrepreneur s'engage à assurer la qualité et le suivi des travaux pendant toute la durée d'exécution du marché et garantit un suivi particulier du chantier.

Qualifications

Les entreprises doivent détenir les qualifications et/ou références exigées au titre de la candidature. Ces exigences seront vérifiées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage pour les déclarations des sous-traitants éventuels en cours de marché.

Équipe dédiée à l'exécution de la prestation

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser la prestation et assurer sa bonne fin.

Le titulaire s'engage donc à mettre en place l'équipe des personnes compétentes dont les CV ont été présentés dans son offre, notamment le directeur de chantier et le chef d'équipe, et il s'efforce d'assurer la pérennité de cette équipe pendant toute la durée du marché.

En cas d'absence ou d'indisponibilité, supérieure à 5 jours ouvrés, d'un ou de membres de l'équipe pressentie, le titulaire est tenu d'assurer le niveau de compétence des intervenants remplaçants et de qualité de la prestation, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Si cette éventualité se présente, le titulaire doit en informer le PNPC dans les plus brefs délais et soumettre à la validation de l'acheteur le CV du ou des personnels proposés en remplacement. Le PNPC est en mesure de refuser le(s) CV proposé(s) et le titulaire tenu d'en présenter un (d') autre(s).

Coordination des travaux - Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires. La présence d'un représentant qualifié du titulaire est obligatoire.

La convocation est adressée par le Maître d'œuvre aux entreprises.

Des réunions supplémentaires peuvent être diligentées à la demande du maître d'œuvre si nécessaire.

A l'issue de chaque réunion de chantier, un compte-rendu est établi par le Maître d'œuvre et transmis aux entreprises.

iv. Mesures de sûreté à prendre en compte

Le port de la carte BTP par tous les ouvriers est obligatoire pendant le chantier.

Les conditions d'exécution des travaux sont décrites au CCTPC.

Les entreprises ont également une obligation de discrétion vis-à-vis des lieux et des documents en leur possession.

c. CONTRAINTES DE RÉALISATION DES TRAVAUX, COMPTE PRORATA, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER, INSTALLATIONS DE CHANTIER, CLÔTURES DE CHANTIER, NETTOYAGE ET GESTION DES DÉCHETS

i. Compte prorata

Sans objet.

ii. Contraintes de déroulement des travaux – Horaires de chantier à respecter

Les prescriptions et modalités relatives aux contraintes de déroulement des travaux sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les **horaires de travail** sur le chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur. Le chantier ne prévoit ni travail de nuit ni les jours non ouvrés.

iii. Hygiène et sécurité : généralités

Les installations de chantier, adaptées en permanence aux effectifs, doivent respecter les dispositions du code du travail et de la réglementation en vigueur. Elles doivent être entièrement repliées à la fin des travaux.

Les prescriptions et mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires doivent être respectées en permanence.

Les prescriptions d'hygiène et de sécurité du coordonnateur SPS et du chargé de prévention de la maison de santé doivent être impérativement respectées.

Toutes les entreprises devront effectuer une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS et établir un plan particulier de sécurité et de protection de santé (PPSPS).

Toutes les entreprises doivent également effectuer une visite d'inspection préalable avec le chargé de prévention et signer le plan de prévention du chargé de prévention de la maison de santé (notamment pour les risques d'interférences avec les utilisateurs).

Tous les points relatifs à la sécurité sont vus en avance de phase entre le coordonnateur SPS, le chargé de prévention de la maison de santé, les entreprises, le maître d'œuvre et les utilisateurs, pendant la période de préparation du chantier.

iv. Installations de chantier

Les prescriptions et modalités relatives aux installations de chantier sont décrites dans le cahier des clauses techniques et au PGC.

v. Nettoyage et protection des ouvrages

Les prescriptions et modalités relatives aux nettoyages et protections des ouvrages sont décrites dans le CCTP.

vi. Gestion, tri sélectif, stockage, transport, évacuation dans des décharges autorisées et traitements des déchets

Les entreprises devront respecter les prescriptions et les modalités définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

vii. Mise en œuvre de sources de chaleur, permis feu, permis poussière

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, découpes, outils utilisant de l'énergie électrique...) devra être précédée de la remise au coordonnateur SPS et au chargé de prévention du Parc national de Port-Cros d'une fiche journalière (permis feu journalier) indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- les moyens de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'œuvre.

d. SOUS-TRAITANCE

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant ». Ce formulaire est adressé dûment renseigné, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, et signé conformément à l'article 3.6 du CCAG / travaux.

Il est rappelé aux entrepreneurs que la Loi du 31 décembre 1975 et des articles R 2193-1 et 2 du Code de la commande publique leur font obligation de présenter leurs éventuels sous-traitants à l'agrément du maître de l'ouvrage :

- soit lors la conclusion du marché,
- soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

La sous-traitance de second rang n'est pas acceptée.

e. RECEPTION DES TRAVAUX ET LEVEE DES RESERVES

La réception des travaux et la levée des réserves s'effectuent dans les conditions prévues au CCAG travaux.

i. Documents à remettre

Les titulaires de chacun des lots sont tenus de remettre :

Pendant la période de préparation (en version informatique) :

- les photocopies des contrats d'assurance,
- la liste des personnels,
- les plans d'organisation, d'hygiène et de sécurité, les plans qualité,
- le plan des installations de chantier (PIC)
- tous les documents demandés dans les pièces administratives,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.

Avant l'exécution des travaux (en version informatique) :

- les mises à jour, toutes les semaines et autant de fois que nécessaire, du planning prévisionnel détaillé des tâches,
- les documentations techniques de tous les matériels et de tous les matériaux :
- les plans d'exécution de tous les ouvrages,
- les notes de calculs et de dimensionnement de tous les équipements, de tous les ouvrages,
- les échantillons, les procès-verbaux,
- les avis techniques sur les matériaux et les procédés non traditionnels,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.

Après achèvement des travaux (en version informatique) :

- les dossiers des ouvrages exécutés,
- les plans des ouvrages exécutés,
- les notices techniques de tous les matériels et matériaux, les procès-verbaux, les notes de calculs,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique et tous les documents demandés avant les travaux.

Les plans sont fournis sur support informatique au format DWG (compatible avec la version Autocad de 2014) et PDF.

ii. Garanties particulières

Le titulaire, mettant en place des ouvrages d'étanchéité, garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception finale des travaux. Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître

d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations et réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

La garantie de bon fonctionnement s'applique conformément à la réglementation.

3. ASPECT FINANCIER DES MARCHES

a. PRIX

i. Forme des prix

Les ouvrages et prestations faisant l'objet des marchés sont réglés par application d'un **prix global et forfaitaire**.

Le prix est ferme.

Les prix sont établis en euro hors taxes. Le montant de la T.V.A. correspond au taux applicable au moment du fait générateur (exécution des travaux).

Dans le cas d'une variation du taux en cours d'exécution, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

ii. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les prix sont réputés « tout compris ». Ils impliquent, entre autres, les fournitures, l'amenée à pied d'œuvre, la pose, la dépose, la main d'œuvre, tous les frais généraux et compte prorata, les frais d'approvisionnement, les échafaudages, le grutage, tous les moyens d'accès, de manutention et de levage, les procédures administratives, les études, les contrôles et le suivi des prestations, l'installation et le nettoyage de chantier, les protections, les essais, les contrôles, l'élimination des déchets de chantier, les réceptions, etc.

Les prix du marché sont également établis en tenant compte des contraintes suivantes et des sujétions relatives aux :

- Aux prescriptions du plan général de coordination du coordonnateur SPS (PGCSPS) ;
- Aux prescriptions du plan de prévention du chargé de prévention ;

- En tenant compte des contraintes particulières du site protégé et des contraintes d'exécution fixées dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ; ces contraintes intègrent notamment la prise en compte d'espèces protégées, etc.
- En tenant compte du contexte sanitaire ;
- En tenant compte des prescriptions édictées par le contrôleur technique, par le coordonnateur SPS, par le chargé de prévention, par le MOE dans sa mission OPC,
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion, le tri, le transport et l'évacuation, le stockage et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur,

En tenant compte des dépenses liées :

- Aux diverses démarches à effectuer compte tenu de la nature des travaux de chaque marché ;
- Aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférences entre les travaux, objet des différents lots du présent marché,
- Aux mesures d'isolement et d'accès au chantier,
- Aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie parfait achèvement ;
- En tenant compte des intempéries,
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots et travaux tous corps d'états.

iii. Modalités d'actualisation

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date d'établissement du prix par le titulaire dans son offre et la date de commencement effectif des travaux. L'actualisation se fait uniquement aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de commencement des travaux.

La formule d'actualisation applicable est :

$$P = P_0 \times [BT(n-3)/BTo]$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT BT(n-3) = valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

L'index BT utilisé est le BT01 tous corps d'état [Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 | Insee](#)

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par la Fédération française du bâtiment.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

b. MODALITES FINANCIERES

i. Projets de décompte mensuel et final

Lorsque la durée des travaux est supérieure à un mois, le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés dans les conditions déterminées aux articles 10.4 (acomptes sur approvisionnement) et 12 du CCAG/Travaux.

Avant la fin de chaque mois, les entreprises remettent leur demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre pour vérification et validation avant présentation au Maître d'ouvrage et au service financier du PNPC. **Le circuit des projets de décompte mensuel et d'état d'acompte se fait uniquement via Chorus Pro** (de l'entreprise au MOE et du MOE au PNPC). Les situations mensuelles sont établies sur la base de la décomposition globale et forfaitaire des prix (DPGF) par application du pourcentage d'avancement des travaux et de la livraison des approvisionnements sur la prestation concernée.

À la suite de la notification de la réception finale des travaux, le titulaire adresse, après le projet de décompte afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, il devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre édite alors le décompte général comprenant le décompte final et la récapitulation des acomptes et du solde.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n'inclut pas la TVA.

ii. Modalités de règlement

FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation) du marché ; numéro du lot, numéro d'engagement juridique, désignation des travaux exécutés ainsi que la période concernée.

Elle est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée **au MAITRE D'ŒUVRE** pour vérification et validation puis au **MAITRE D'OUVRAGE** pour certification du service fait.

Les factures sont obligatoirement déposées sur le portail Chorus pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le n° de SIRET 130 016 793 00023.

Paielements

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire.

La monnaie du marché est l'euro.

Le PNPC procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Dans le cas où la facture est reçue avant certification du service fait, la date prise en compte est celle du service fait.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Paielement au sous-traitant

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, à l'entreprise titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date (article R 2193-11), ainsi qu'au maître d'œuvre avec la preuve de dépôt attestant de sa demande auprès du titulaire.

Le titulaire dispose alors de 15 jours calendaires pour accepter ou refuser le paiement et adresse sa décision au maître d'œuvre pour validation puis transmission au service financier du PNPC. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ou refus de paiement.

iii. Acomptes

Le versement des acomptes est mensuel.

Il comprend au besoin la part des approvisionnements constitués en vue de la réalisation des travaux. Conformément à l'article 10.4 du CCAG de référence, le titulaire produit tous les documents justificatifs nécessaires à l'appui de tout projet de décompte mensuel.

iv. Avance

Lorsque les conditions énoncées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique sont réunies (montant initial du marché supérieur à 50 000 euros HT et délai d'exécution supérieur à deux mois), et en vertu de l'article R.2191-4 (cas où l'avance n'est pas obligatoire), chaque titulaire bénéficie d'une avance dont il peut cependant refuser le versement : le renoncement ou non au bénéfice de l'avance est précisé par le titulaire à l'article D2 de l'acte d'engagement (AE).

L'option B du CCAG travaux s'applique : avance fixée à 30 %.

Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 70% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

i. Cession –nantissement

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : la Directrice du PNPC.

Comme comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Office Français pour la Biodiversité - Pôle de Montpellier

Immeuble Tabella

125, Impasse Adam Smith

34470 PEROLS

ii. Retenue de garanties

Conformément à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie est de 5 % et ce taux est ramené à 5 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise. Ce taux est appliqué au montant initial du marché public et de ses éventuelles modifications.

c. PENALITES

En dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

En dérogation à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 15 % du montant total hors taxe du marché ou de la tranche considérée.

i. Pénalités de retard dans les délais d'exécution des travaux

En dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, le non-respect des délais d'exécution mentionnés à l'acte d'engagement complété par le calendrier fourni par le titulaire entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de 100 € HT par jour de retard les quinze premiers jours calendaires de retard, 200 € HT pour les quinze jours calendaires suivants, et 500 € HT pour les jours calendaires suivants. Ces pénalités (montant non soumis à la TVA) viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

ii. Autres pénalités

En complément à l'article 19.2 du CCAG/travaux, les pénalités suivantes sont également appliquées :

➤ Absence aux réunions de chantier, réunions d'étude et de coordination

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Les réunions de chantier se dérouleront sur le site du chantier.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, ces pénalités forfaitaires sont fixées à deux cents euros (200 €) par absence.

➤ Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à deux cents euros (200 €) par document.

- Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir avant et pendant l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la remise ou la diffusion des documents énoncés ci-après, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à deux cent cinquante euros (250 €) par document appliquée à partir du 2^e rappel noté au compte-rendu du MOE.

- Retenue en cas de non-fourniture des documents du DCOE

En cas de non-fourniture des dossiers des ouvrages exécutés par le titulaire, conformément à l'article 40.1 du CCAG Travaux, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue hors taxes est fixé à 2,5 % du montant total HT du marché.

- Pénalités en cas de non-respect de la composition de l'équipe proposée

En cas de non-respect de la composition de l'équipe proposée dans son offre, qu'il s'agisse d'une absence ou du remplacement du personnel par un agent ne possédant pas les compétences équivalentes ou que son remplacement n'ait pas été validé par le PNPC, le titulaire encourt l'application de pénalités. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à 100 euros par jour de manquement.

- Pénalités pour manquement aux règles d'hygiène et de sécurité, et à la signalisation générale du chantier :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, si des mesures de sécurité ou d'hygiène sont jugées nécessaires par le chargé de prévention et/ou le Coordonnateur SPS, celles-ci devront être mises en application immédiatement ou si elles sont importantes un délai de carence, dont la durée sera précisée, pourra être admis.

Toute récidive ou 1^{er} rappel à une situation jugée à risque entraînera la mise en pénalité du titulaire.

La pénalité hors taxes journalière sera fixée à deux cents euros (200 €) à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service la prescrivant.

➤ Pénalités pour manquement aux règles de nettoyage du chantier

Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G travaux, le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de quatre cents euros (400 €) H.T. par jour calendaire de retard.

➤ Manquement à la réglementation cœur de Parc

A titre informatif, toute infraction à la réglementation applicable en cœur de Parc est passible d'un procès-verbal dressé par la police de l'environnement.

4. L'exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 4.6 du CCAG de référence, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

5. ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES

a. ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité.

Les titulaires de chaque lot doivent justifier :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle
- D'une assurance garantie décennale

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants.

b. RESILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de non-exécution satisfaisante des travaux réalisés, constatée et notifiée au titulaire par lettre recommandée, le marché peut être résilié sans préavis par le PNPC sans aucune indemnité, seuls seront facturés les travaux réalisés et conformes au CCTP.

Il sera fait application des articles 49 à 52 du C.C.A.G./Travaux.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'administrateur ou le liquidateur est mis en demeure par le PNPC de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

c. LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché dans les conditions et délais définis à l'article 55.1 du CCAG/travaux.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

6. GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

7. DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/travaux dans les conditions définies ci-dessous :

§ du CCAP	Articles du CCAG/travaux
Article C. Pénalités	19.2.1 Exonération des pénalités inférieures à 1000 euros
Non-exonération des pénalités	19.2 applications de pénalités forfaitaires et autres pénalités
Montant des pénalités	19.2.2 pénalités plafonnées à 10 %
Pénalités plafonnées à 15 %	